

# L'ALÉNA au service des corporations

## Les sociétés civiles tiendront leurs propres discussions à Mexico du 26 au 28 mai



Pour diffusion immédiate

Montréal, Ottawa et Toronto - le mercredi 24 mai 2017

Pendant que la ministre des Affaires étrangères, Madame Chrystia Freeland, entreprend des pourparlers privés concernant l'ouverture de négociations de l'Accord de libre échange nord-américain (ALÉNA) avec ses interlocuteurs mexicains, les groupes de la société civile tiendront leur propre forum sur l'ALÉNA du 26 au 28 mai prochains dans la même ville.

Les réseaux du Québec et du Canada, représentant des syndicats, des autochtones, des agriculteurs, des groupes de migrants, des écologistes, des organisations féministes, des groupes de solidarité internationale, des mouvements étudiants et des organisations de défense des droits humains, se joindront aux discussions avec leurs homologues mexicains et américains dans l'historique Palacio de Escuela de Medicina à Mexico.

«Depuis la mise en place de l'ALÉNA, nous avons assisté à une augmentation sans précédent des bénéfices et des droits des sociétés multinationales. Il est temps de proposer des solutions de rechange au modèle actuel de libre échange néolibéral» mentionne Raul Burbano, directeur de Common Frontiers.

«Les impacts économiques, sociaux et environnementaux de l'ALÉNA ont été dévastateurs sur les populations des trois pays. On y observe un accroissement de la pauvreté et des inégalités, l'affaiblissement des droits du travail, alors que ceux des corporations ont été renforcés, et l'érosion des protections environnementales», affirme Nadia Ibrahim, du réseau Trade Justice Network.

«Pendant 30 ans, l'ALÉNA s'est conclu derrière des portes closes au bénéfice des plus privilégiés. À ce jour, le scénario se répète, avec les appuis que le gouvernement canadien obtient de la part des corporations canadiennes et de l'ancien premier ministre Brian Mulroney. Pourtant, l'ALÉNA affecte non seulement nos emplois, mais la planète» explique Sujata Dey, responsable de campagne sur le commerce international au Conseil des Canadiens.

«Le processus de renégociation doit être transparent et participatif. Tout remplacement de l'ALENA doit améliorer la vie et les moyens d'existence des populations et protéger l'environnement dans les trois pays», déclare Ronald Cameron, du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC).

Un changement de paradigme du modèle économique mondial actuel est impératif pour atténuer les menaces de catastrophe économique et environnementale.

## Information:

### Canada

**Raul Burbano**, Common Frontiers, [burbano@rogers.com](mailto:burbano@rogers.com), 416-522-8615 (ANG, ESP)

[www.commonfrontiers.com](http://www.commonfrontiers.com)

**Sujata Dey**, Conseil des Canadiens, [sdey@canadians.org](mailto:sdey@canadians.org), 613 796-7724 (ANG, FR)

**Nadia Ibrahim**, Trade Justice Network, [nadia.k.ibrahim@gmail.com](mailto:nadia.k.ibrahim@gmail.com) XXXXXXXXXX

### Québec

**Ronald Cameron**, [rjic@ciso.qc.ca](mailto:rjic@ciso.qc.ca), Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), 514-217-0264 (FR, ANG)

<http://rjic.alternatives.ca>

### Organisations participantes en provenance du Québec et du Canada

(Les réseaux ci-dessus représentent un plus grand nombre d'organisations")

Alliance de la fonction publique du Canada

Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC-Québec)

Bureau de Romeo Saganash, membre du Parlement

Centre canadien des politiques alternatives

Centre international de solidarité ouvrière (CISO)

Common Frontiers

Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Congrès du travail du Canada

Conseil des Canadiens

Fédération des enseignants de Colombie Britannique (BCTF)

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN)

Justicia for Migrant Workers

Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)

Syndicat canadien de la fonction publique

Syndicat des métallos du Canada

Trade Justice Network

Unifor

Union nationale des fermiers du Canada